

RAPPORT FINANCIER 2005

Exercice terminé le 31 décembre

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Code géographique : 22040

Code :
01

Nom officiel : Lac-Beauport

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
MEMBRES DU CONSEIL ET FONCTIONNAIRES	4
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	5
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers	6
Rapport du vérificateur général sur les états financiers (s'il y a lieu)	6.1
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
Activités financières	9
Activités d'investissement	10
Coût des services municipaux	11
Surplus (déficit) accumulé	12
Réserves financières et fonds réservés	13
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
Évolution de la situation financière	15
Notes complémentaires aux états financiers	16
Tableaux complémentaires	
Tableau 1 - Dépenses par objets	17
Tableau 2 - Dette à long terme	18
Tableau 3 - Financement des projets en cours	20
Tableau 4 - Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	20
Tableau 5 - Endettement total net à long terme	21
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyse des revenus	
Taxes	23
Paiements tenant lieu de taxes	24
Autres revenus de sources locales	25
Transferts	27
Analyse des dépenses de fonctionnement	29
Analyse du coût des services municipaux	31
Analyse de la répartition des dépenses des organismes municipaux	33
Analyse des activités financières du réseau d'électricité	34
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	35
Analyse des dépenses en immobilisations de la fonction Sécurité publique	35

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AUTRES RENSEIGNEMENTS	
Analyse de la rémunération	37
Évaluation - Autres données	38
Taux des taxes	39
Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation	41
Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (s'il y a lieu)	41.1
Conciliation du total des taxes	42
Taux global de taxation	43
Fonds de roulement - Analyse du capital engagé	45
Fonds de roulement - Capital autorisé	45
Analyse des taxes à recevoir	46
Analyse du service de la dette	46
Analyse des projets en cours	47
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	49
Analyse des subventions à recevoir pour le remboursement de la dette à long terme	50
Emprunts à long terme approuvés et non contractés	51
Questionnaire	52
Autres données	55
Attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier	56

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE GIROUX, Michel

CONSEILLERS GRENIER, Michel
 BERGERON, Michel
 GIRARD, Linda

LINTEAU, Marie-Josée
PARENT, André
HUDON, Pascal

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL RENAUD, Hélène

GREFFIER

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER RENAUD, Hélène

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, RENAUD, Hélène, atteste que le rapport financier de
Lac-Beauport pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2005,
(Nom de l'organisme)
a été préparé conformément à la loi qui régit cet organisme.

Date 2006-03-20 Signature _____

Téléphone (418) 849-7141 Télécopieur (418) 849-0361
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification : 2006-03-27 16:29:17

Réservé au ministère

90 764	5 638 711	1,471	215 680
--------	-----------	-------	---------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié le bilan de la Municipalité de Lac-Beauport au 31 décembre 2005 ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du coût des services municipaux, du surplus accumulé, des réserves financières et des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importante. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE RAYMOND, CHABOT, GRANT, THORNTON

LIEU QUEBEC

DATE 2006-03-03

SIGNATURE _____

Dernière modification : 2006-03-27 16:29:17

Réservé au ministère

90 764

5 638 711

1,471

215 680

ÉTATS FINANCIERS

BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 2005

		2005	2004
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	1	503 838	776 054
Placements temporaires	2	10 585	10 458
Encaisse et placements affectés (note 4)	3		
Débiteurs (note 5)	4	863 792	538 308
Stocks (note 6)	5		
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6	15 900	15 200
Autres actifs (note 7)	7		810
	8	1 394 115	1 340 830
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9		
Créances à long terme (note 9)	10	135 067	151 280
Placements à long terme (note 10)	11		
Immobilisations (note 11)	12	21 240 527	20 291 218
	13	22 769 709	21 783 328
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Passif à court terme			
Découvert bancaire	14		
Emprunts temporaires	15		
Créditeurs et frais courus (note 12)	16	885 502	716 625
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17		
Revenus reportés (note 14)	18	193 825	189 493
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19	769 587	549 494
	20	1 848 914	1 455 612
Subventions reportées (note 11)	21	1 853 184	1 823 514
Dette à long terme (note 15)	22	9 373 475	8 800 462
	23	13 075 573	12 079 588
Avoir des contribuables			
Surplus (déficit) accumulé	24	215 680	124 916
Montants à pourvoir dans le futur (note 18)	25	(34 552)	(39 341)
Réserves financières et fonds réservés	26	117 749	332 346
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27	9 395 259	9 285 819
	28	9 694 136	9 703 740
	29	22 769 709	21 783 328
Engagements contractuels (note 21)			
Éventualités (note 23)			

ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

		2005		2004
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Taxes	1	5 704 952	5 856 676	5 451 770
Paiements tenant lieu de taxes	2	42 390	65 030	41 996
Répartitions aux municipalités membres				
Ensemble des municipalités	3			
Certaines municipalités	4			
Autres revenus de sources locales	5	663 780	1 047 667	1 004 230
Transferts	6	616 962	382 624	339 601
	7	7 028 084	7 351 997	6 837 597
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement	8(360 000) (103 521) (147 523)
	9	6 668 084	7 248 476	6 690 074
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	10	821 330	972 992	893 352
Sécurité publique	11	1 224 290	1 209 903	1 116 752
Transport	12	1 375 164	1 585 811	1 542 435
Hygiène du milieu	13	1 003 422	1 019 385	963 519
Santé et bien-être	14			
Aménagement, urbanisme et développement	15	450 550	475 999	373 365
Loisirs et culture	16	824 120	869 315	873 664
Réseau d'électricité	17			
Frais de financement	18	432 668	407 380	425 322
	19	6 131 544	6 540 785	6 188 409
Autres activités financières				
Remboursement de la dette à long terme				
Remboursement de capital	20	549 540	549 494	453 322
Virement du Fonds d'amortissement	21() () () (
Virement au Fonds d'amortissement	22			
	23	549 540	549 494	453 322
Autres transferts aux activités d'investissement	24		67 433	
	25	549 540	616 927	453 322
	26	6 681 084	7 157 712	6 641 731
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations				
	27	(13 000)	90 764	48 343
Affectations				
Surplus (déficit) accumulé non affecté	28			
Surplus accumulé affecté	29			
Réserves financières et fonds réservés				
Virement de	30	13 000		
Virement à	31() () () (
	32	13 000		
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières				
	33		90 764	48 343
Financement à long terme des activités financières (note 17)	34			
Surplus (déficit) de l'exercice				
	35		90 764	48 343

**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Sources de financement			
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant			
Des contribuables ou des municipalités membres			
Taxes générales spéciales	1		114 637
Taxes de secteur spéciales	2		
Répartitions aux municipalités membres			
Ensemble des municipalités	3		
Certaines municipalités	4		
Autres	5		
De tiers			
Contributions des promoteurs	6		32 886
Transferts conditionnels	7	360 000	103 521
Autres	8		
	9	360 000	147 523
Autres transferts des activités financières	10		67 433
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté	11		
Surplus accumulé affecté	12		
Réserves financières et fonds réservés	13	46 300	42 051
Emprunts à long terme à la charge			
Des contribuables ou des municipalités membres	14	1 465 238	3 176 375
De tiers	15		
	16	1 871 538	3 365 949
Dépenses d'investissement			
Administration générale	17	21 500	593 797
Sécurité publique	18	24 500	8 091
Transport	19	1 177 738	484 704
Hygiène du milieu	20	177 000	155 164
Santé et bien-être	21		
Aménagement, urbanisme et développement	22		
Loisirs et culture	23	499 300	696 879
Réseau d'électricité	24		
	25	1 900 038	1 938 635
Surplus (déficit) de l'exercice	26	(28 500)	1 427 314

**COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Dépenses de fonctionnement	Frais de financement	Amortissement		Subventions de fonctionnement et leurs entreprises)	Services rendus	Gain (perte) sur dispositions	Coût des services municipaux
			Immobilisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises)				
	+	+	+	-	-	-	=	=
Administration générale	1 972 992 ¹¹	38 362 ²⁰	85 132 ²⁹	1 866 ³⁸	47	19 758 ⁵⁶	65	1 074 862
Sécurité publique	1 209 903 ¹²	21 301 ²¹	40 396 ³⁰	39	193 233 ⁴⁸	19 644 ⁵⁷	66	1 058 723
Transport	1 585 811 ¹³	144 626 ²²	363 887 ³¹	15 170 ⁴⁰	49	86 555 ⁵⁸	67	1 992 599
Hygiène du milieu	1 019 385 ¹⁴	128 731 ²³	201 185 ³²	44 387 ⁴¹	50	42 889 ⁵⁹	68	1 262 025
Santé et bien-être	15	24	33	42	51	60	69	
Aménagement, urbanisme et développement	475 999 ¹⁶	25	34	43	1 062 ⁵²	28 109 ⁶¹	70	446 828
Loisirs et culture	869 315 ¹⁷	74 360 ²⁶	116 637 ³⁵	8 908 ⁴⁴	8 947 ⁵³	238 397 ⁶²	(25 262) ⁷¹	829 322
Réseau d'électricité	18	27	36	45	54	63	72	
Frais de financement	407 380 ¹⁹ (407 380)						
	6 540 785	28	807 237 ³⁷	70 331 ⁴⁶	203 242 ⁵⁵	435 352 ⁶⁴	(25 262) ⁷³	6 664 359

**SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Virement de		Virement à		Solde
NON AFFECTÉ - SOLDE AU 1^{ER} JANVIER				1	123 622
Redressement aux exercices antérieurs				2	
Solde redressé				3	123 622
Affectation - activités financières			4	5	
Affectation - activités d'investissement			6	7	
Affectation - surplus accumulé affecté	8		9	10	
Affectation - réserves financières	11		12	13	
Affectation - fonds réservés	14		15	16	
Surplus (déficit) de l'exercice	17	90 764		18	90 764
Autres (préciser)					
-	19		20	21	
-	22		23	24	
NON AFFECTÉ - SOLDE AU 31 DÉCEMBRE	25	90 764	26	27	214 386
AFFECTÉ - SOLDE AU 1^{ER} JANVIER				28	1 294
Redressement aux exercices antérieurs				29	
Solde redressé				30	1 294
Affectation - activités financières	31		32	33	
Affectation - activités d'investissement			34	35	
Affectation - surplus accumulé non affecté	36		37	38	
Affectation - réserves financières	39		40	41	
Affectation - fonds réservés	42		43	44	
Autres (préciser)					
-	45		46	47	
-	48		49	50	
AFFECTÉ - SOLDE AU 31 DÉCEMBRE (note 16)	51		52	53	1 294
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE	54	90 764	55	56	215 680

**RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à	
-	1	2	3	4	5	6	7
-	8	9	10	11	12	13	14
-	15	16	17	18	19	20	21
-	22	23	24	25	26	27	28
	29	30	31	32	33	34	35
RÉSERVES FINANCIÈRES							
Fonds de roulement (note 20)	36	37	38	39	40	41	42
Fonds parcs et terrains de jeux	43	44	45	46	47	48	49
Société québécoise							
d'assainissement des eaux	50	51	52	53	54	55	56
Financement des projets							
en cours (tableau 3)	57	58	59	60	61	62	63
Soldes disponibles des							
règlements d'emprunt fermés							
(tableau 4)	64	65	66	67	68	69	70
Fonds d'amortissement	71	72	73	74			75
Financement des activités							
financières	76	77	78	79			80
Autres (préciser)							
-	81	82	83	84	85	86	87
-	88	89	90	91	92	93	94
-	95	96	97	98	99	100	101
-	102	103	104	105	106	107	108
-	109	110	111	112	113	114	115
-	116	117	118	119	120	121	122
	123	124	125	126	127	128	129
	332 346		3 164	52 076	(184 904)	84 933	117 749
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS	130	131	132	133	134	135	136
	332 346		3 164	52 076	(184 904)	84 933	117 749

INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

		2005	2004
Solde au 1^{er} janvier	1	9 285 819	10 924 151
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé	3	9 285 819	10 924 151
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	1 781 809	1 938 635
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7		
Amortissement des subventions reportées	8	70 331	70 332
Remboursement du capital de la dette à long terme	9	549 494	453 322
Autres (préciser)			
-	10		14 625
-	11		1 338
	12	2 401 634	2 478 252
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13	25 262	118 307
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14		13 305
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	807 237	730 916
Réduction de créances à long terme	17	15 513	77 629
Subventions reportées	18	100 000	
Émission de dettes à long terme			
Activités d'investissement	19	1 342 600	3 176 375
Activités financières	20		
Autres (préciser)			
-	21	1 582	52
-	22		
	23	2 292 194	4 116 584
Solde au 31 décembre	24	9 395 259	9 285 819

**ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
Activités de fonctionnement			
Surplus (déficit) de l'exercice	1	90 764	48 343
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
Affectations	2		
Autres (préciser)			
- diminution montant à pourvoir dans futur	3	4 789	47 190
-	4		
	5	95 553	95 533
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement	6	103 521	147 523
Autres transferts aux activités d'investissement	7	67 433	
Remboursement du capital de la dette à long terme	8	549 494	453 322
Cessions d'immobilisations	9		(118 307)
Autres (préciser)			
- Fonds de parc et autres	10	52 078	31 410
-	11		
	12	868 079	609 481
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	13	(325 484)	200 773
Stocks	14		
Autres actifs	15	810	(754)
Créditeurs et frais courus	16	168 877	(14 729)
Provision pour contestations d'évaluation	17		
Revenus reportés	18	4 332	43 110
	19	716 614	837 881
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	20	(1 781 809)	(1 938 635)
Acquisitions de placements à long terme	21		
Cessions d'immobilisations	22		118 307
Autres (préciser)			
-	23		
-	24		
	25	(1 781 809)	(1 820 328)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	26	1 342 600	3 176 375
Remboursement du capital de la dette à long terme	27	(549 494)	(453 322)
Montants à recouvrer de tiers	28		
Autres (préciser)			
-	29		
-	30		
	31	793 106	2 723 053
Augmentation (diminution) des liquidités	32	(272 089)	1 740 606
Situation des liquidités au début	33	786 512	(954 094)
Situation des liquidités à la fin	34	514 423	786 512

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, de l'encaisse et des placements affectés, du découvert bancaire et des emprunts temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005****1. Statut de l'organisme municipal**

La Municipalité de Lac-Beauport est un organisme municipal créé en vertu du Code Municipal(LRQ. c. C-27.1).

2. Énoncé des principales pratiques et conventions comptables**A) États financiers cumulés**

Les états financiers sont préparés selon les particularités de la comptabilité municipale au Québec. La Municipalité présente les états financiers cumulés qui tiennent compte de l'ensemble des transactions des divers fonds. Les opérations et les soldes interfonds sont éliminés. De plus, les sommes qui sont assujetties à certaines dispositions législatives ou réglementaires sont présentées distinctement.

B) Comptabilité d'exercice

La municipalité utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf pour les intérêts sur la dette à long terme émise avant le 1er janvier 2001, selon laquelle les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception généraux et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
 - Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
 - Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission de certificats d'évaluation;
 - Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
 - Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'encaissement des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
 - Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
 - Les transferts sont comptabilisés s'ils font l'objet d'un document officiel et selon le principe du rapprochement des revenus et des dépenses. Dans le cas des transferts conditionnels, ils sont comptabilisés lorsque la municipalité satisfait aux conditions édictées au programme de subvention concerné.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005****C) Stocks**

Non applicable

D) Immobilisations

1. Immobilisations:

Les immobilisations sont établies au coût. L'amortissement des immobilisations est déterminé selon la méthode linéaire sur les périodes suivantes:

- Infrastructures: 15, 20 et 40 ans
- Bâtiment 40 ans
- Véhicules 5 et 10 ans
- Machineries lourdes 10 et 20 ans
- Ameublement de bureau 5 ans
- Machinerie et outillage 5 ans

Les subventions reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la même durée que les immobilisations auxquelles elles se rapportent.

2. Immobilisations en cours:

Ce poste comprend les dépenses en immobilisation effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisation qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets.

3. Disposition d'immobilisations:

Le produit de l'aliénation d'immobilisations est constaté aux résultats de fonctionnement. Cependant, si une dette obligataire est encore impayée au moment de l'aliénation, le produit est comptabilisé comme revenu reporté en fonction du montant impayé de la dette obligataire et est amorti sur la durée du remboursement de cette dette, afin d'éliminer le coût de service de dette s'y rapportant.

E) Autres éléments

(préciser)

Propriétés destinées à la revente:

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût.

Utilisations d'estimations:

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et de passif présentés, les postes de revenus et dépenses s'y afférant. Les secteurs importants des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations incluent la provision pour mauvaises créances et la durée de vie des éléments d'actifs aux fins du calcul d'amortissement. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Montants à pourvoir dans le futur:

Les montants à pourvoir dans le futur pour les intérêts sur la dette à long terme émise avant le 1er janvier 2001 sont amortis sur la durée restante moyenne des dettes, soit 15 ans. Cette période prend fin en 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

3. Modification de convention comptable

non applicable

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	2005	2004
4. Encaisse et placements affectés		
Réserves financières (préciser)		
-	1	
-	2	
-	3	
Fonds réservés (préciser)		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
-	8	
-	9	
	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11	402 636
Taxes scolaires	12	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15	227 600
Organismes municipaux	16	75 000
Autres (préciser)		
- Intérêts courus, TPS & TVQ et autres	17	233 556
-	18	188 196
	19	863 792
		538 308
Une provision pour créances douteuses a été déduite des débiteurs	20	
Note		
6. Stocks (préciser)		
-	21	
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
7. Autres actifs			
Frais payés d'avance	26		810
Dépenses reportées (préciser)			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
Autres (préciser)			
-	31		
-	32		
			810
Note			
8. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	34		
Immeubles industriels municipaux	35		
Travaux en cours	36		
Autres	37		
Note			
9. Créances à long terme			
Prêts à un office municipal d'habitation	39		
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40		
Prêts à un fonds d'investissement	41		
Autres créances	42		
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43	150 967	166 480
	44	150 967	166 480
Tranche exigible des créances à long terme	45	(15 900)	(15 200)
	46	135 067	151 280
Note			
TRANCHE EXIGIBLE À COURT TERME: 15 900\$ (Bâtiment communautaire)			
MONTANT A RECOUVRER DE TIERS: 150,967\$ (MAMR)			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	2005	2004
10. Placements à long terme		
Participation dans une société d'économie mixte	47	
Autres participations	48	
	49	
Placements affectés	50	
Autres placements	51	
	52	
	53	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Catégories	2005			2004		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
11. Immobilisations						
Infrastructures						
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	21 787 560	7 452 189	14 335 371	22 132 273	6 865 175	15 267 098
Autres						
Réseau d'électricité						
Bâtiments	4 179 408	877 909	3 301 499	4 207 476	776 230	3 431 246
Améliorations locales						
Véhicules	795 864	262 287	533 577	737 639	285 295	452 344
Ameublement et équipement de bureau	331 304	244 511	86 793	355 933	201 933	154 000
Machinerie, outillage et équipement divers	514 933	209 697	305 236	501 917	164 105	337 812
Terrains	648 718		648 718	648 718		648 718
Autres						
Immobilisations en cours						
	28 257 787	9 046 593	19 211 194	28 583 956	8 292 738	20 291 218
	2 029 333		2 029 333			
Subventions reportées						
	30 287 120	9 046 593	21 240 527	28 583 956	8 292 738	20 291 218
	2 913 266	1 060 082	1 853 184	2 813 266	989 752	1 823 514

Note

La dépense d'amortissement des immobilisations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 est de 807 237\$ (730 916\$ en 2004).

L'amortissement des subventions reportées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 s'élève à 70 331\$ (70 332\$ en 2004).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
12. Crédoiteurs et frais courus			
Fournisseurs	134	596 847	489 082
Salaires et déduotions à la source à payer	135	127 378	96 028
Dépôts et retenues de garantie	136		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	137		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	138		
Société québécoise d'assainissement des eaux	139		
Organismes municipaux	140		
Commissions scolaires	141		
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	142	70 479	68 971
Autres courus et passifs (préciser)			
- Frais courus et autres	143	47 876	48 748
- association des prop.	144	42 922	13 796
-	145		
-	146		
	147	885 502	716 625

Note**13. Provision pour contestations d'évaluation****14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	148	2 840	5 868
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres actifs	150		
Autres (préciser)			
- Subvention	151	177 385	177 385
- Recettes perçues d'avance	152	13 600	6 240
	153	193 825	189 493

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
15. Dette à long terme			
Obligations et billets			
Monnaie canadienne	154	10 143 062	9 349 956
Monnaies étrangères	155		
Taux d'intérêt variant de	3,83 à 5,94 %,		
Échéant de	2006 à 2025		
Autres dettes à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	156		
Organismes municipaux	157		
Autres	158		
Dettes en cours de refinancement	159		
	160	10 143 062	9 349 956
Versements exigibles à court terme	161	(769 587)	(549 494)
	162	9 373 475	8 800 462
La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante :			
Sommes accumulées			
Revenus reportés	163		
Surplus accumulés affectés	164		
Fonds réservés (préciser)			
-	165		
-	166		
-	167		
	168		
Montant à recouvrer de tiers			
Gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	169	150 967	166 480
Organismes municipaux	170		
Autres tiers	171		
Montant à la charge			
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	172	4 097 924	3 511 505
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	173	5 894 171	5 671 971
De la municipalité	174		
	175	10 143 062	9 349 956

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total
2006	176	769 587	181	186	769 587	
2007	177	693 810	182	187	693 810	
2008	178	684 745	183	188	684 745	
2009	179	711 320	184	189	711 320	
2010	180	711 800	185	190	711 800	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
16. Surplus accumulé affecté			
- Excédent d'un financement obtenu sur les	191	1 294	1 294
-	192		
-	193		
-	194		
-	195		
-	196		
-	197		
-	198		
-	199		
-	200		
	201	1 294	1 294

Note**17. Financement à long terme des activités financières**

Au cours de l'exercice, la Municipalité n'a pas financé de dépenses de fonctionnement par règlement d'emprunt

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

18. Montants à pourvoir dans le futur

Les mesures transitoires relatives aux normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous.

Revenus : (préciser la méthode)

Linéairement sur 5 ans.

Dépenses : (préciser la méthode)

Les intérêts sur la dette à long terme émis avant le 1^{er} janvier 201 sont amortis sur la durée restante moyenne des dette. Cette période se termine en 2014.

Les ajustements résultant des normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 se détaillent comme suit pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 .

	Solde au 1^{er} janvier 2005	Activités financières	Solde au 31 décembre 2005
Revenus			
-	202	211	219
-	203	212	220
-	204	213	221
	205	214	222
Déduire			
Dépenses			
Salaires et avantages sociaux	206	215	223
Autres	207	216	224
	208	217	225
	209	218	226
Intérêts - dette à long terme	210	39 341	227
			228
			(34 552)
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

19. Régimes de retraite**A) RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes	229	_____
S'il y a plus d'un régime, un taux minimum et un taux maximum sont fournis aux endroits appropriés.		
Nombre d'employés actifs	230	_____

Description des régimes

Il n'y a aucun régime de retraite à prestations déterminées.

Résultats et hypothèses de la dernière évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation

Année(s) de la dernière évaluation	231	_____	232	_____	233	_____		
Valeur actuarielle des actifs					234	\$		
Méthode d'évaluation des actifs								
235 -								
Test de solvabilité			236	_____	%	237	_____	%
Valeur actuarielle des obligations au titre des prestations constituées					238	\$		
Méthode de calcul des obligations								
239 -								
Taux d'actualisation			240	_____	%	241	_____	%
Taux de rendement prévu à long terme			242	_____	%	243	_____	%
Taux de croissance des salaires			244	_____	%	245	_____	%
Taux d'inflation			246	_____	%	247	_____	%

État de la situation de capitalisation au 31 décembre 2005

Valeur projetée des actifs	248	_____	\$
Valeur projetée des obligations au titre des prestations constituées	249	_____	\$
Valeur marchande de la caisse de retraite	250	_____	\$

Cotisations et taux de cotisation applicables

Cotisations des employés	251	_____	\$	252	_____	%	253	_____	%
Cotisations de l'employeur - services courants	254	_____	\$	255	_____	%	256	_____	%
Cotisations de l'employeur - services passés	257	_____	\$						
Cotisations de l'employeur - déficit actuariel	258	_____	\$						
Cotisations de l'employeur - déficit de solvabilité ²⁵⁹	259	_____	\$						

B) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATION DÉTERMINÉE

Nombre de régimes	260	_____	1
S'il y a plus d'un régime, un taux minimum et un taux maximum sont fournis aux endroits appropriés.			
Nombre d'employés actifs	261	_____	26

Description des régimes

Les employés de la municipalité disposent d'un régime de retraite à cotisations déterminées. L'employeur cotise un maximum de 7,5% du salaire si l'employé en fait autant. L'employé peut cotiser un pourcentage supérieur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005****Cotisations et taux de cotisation applicables**

Cotisations des employés	262	<u>81 817 \$</u>	263	<u>% 264</u>	%
Cotisations de l'employeur - services courants	265	<u>74 948 \$</u>	266	<u>% 267</u>	%
Cotisations de l'employeur - services passés	268	<u>\$</u>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

19. Régimes de retraite (suite)**C) RÉGIME DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au régime

269 oui270 non

Nombre d'élus participants (RRÉM)

271 8**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RRÉM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSÉM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RRÉM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RRÉM les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités, alors que dans le cas du RPSÉM seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes selon la comptabilité de caisse comme s'ils étaient des régimes à cotisation déterminée. Ainsi, la dépense encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions versables par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Cotisations et contributions

Cotisations des élus (RRÉM)	272	<u>2 317 \$</u>
Contributions de l'employeur (RRÉM)	273	<u>7 806 \$</u>
Contributions de l'employeur (participation au RPSÉM)	274	<u>1 838 \$</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REÉR individuel, REÉR collectif et autres)

Nombre d'autres régimes

275 _____

S'il y a plus d'un régime, un taux minimum et un taux maximum sont fournis aux endroits appropriés.

Nombre d'employés actifs

276 _____

Description des régimes

S.O.

Cotisations et taux de cotisation applicables s'il y a lieu

Cotisations des employés	277	\$	278	%	279	%
Cotisations de l'employeur	280	\$	281	%	282	%

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005****20. Fonds de roulement**

En vertu du règlement numéro 3-128, la municipalité a autorisé un fonds de roulement de 150,000\$. Le fonds de roulement était inutilisé en date du 31 décembre 2005.

21. Engagements contractuels

En vertu de divers contrats, la Municipalité s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 1 530 822\$. De ce montant, une somme de 500,350\$ s'applique pour le contrat de déneigement des chemins municipaux et 718,180\$ est relié au contrat de cueillette des matières résiduelles. Pour pourvoir à tous ces engagements, la Municipalité devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2006	2007	2008	2009	2010
925 515	223 011	189 335	192 961	0

22. Informations concernant les organismes périmunicipaux et supramunicipaux

La municipalité de Lac-Beauport fait partie de la M.R.C. La Jacques-Cartier et de la Communauté métropolitaine de Québec. La municipalité doit acquitter ses quote-parts des dépenses relatives à ces deux organismes selon son niveau de richesse foncière et doit aussi absorber ses quote-parts des dettes contractées par ces deux organismes.

1) MRC de la Jacques Cartier :

Description du mandat et relation avec la Municipalité : Municipalité régionale dont fait partie la Municipalité locale de Lac-Beauport. Les services offerts sont, de façon non limitative, associés à l'évaluation foncière, la géomatique, l'aménagement du territoire, la culture et le patrimoine, le développement économique, la police, le schéma de couverture de risque (protection incendie) et la vente d'immeubles en justice.

Description des opérations et valeur des transactions réalisées avec l'organisme: La municipalité verse différentes quotes-parts à la MRC pour les services offerts :

MRC : 74 842\$

CLD : 47 555\$

Patrimoine : 7 858\$

Protection publique: 9 386\$

Dettes attribuables à la Municipalité : 300 318\$

Valeur de l'avoir de l'organisme (actif net) attribuable à la Municipalité : 198 105\$

Valeur de débiteurs et créditeurs interorganismes :

Débiteurs : - \$, Créditeurs : - \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Information sur les engagements : Agrandissement de locaux à la MRC (2003-2005): données incluses ci-dessus

2) Communauté métropolitaine de Québec (CMQ):

La CMQ a pour mandat d'intervenir dans l'aménagement du territoire, le développement économique et la planification de la gestion des matières résiduelles.

En 2005, la municipalité a versé les quote-parts suivantes:

CMQ (gestion du territoire): 27 826\$

CMQ (plan de gestion des matières résiduelles): 7 303\$

La CMQ n'a aucune dette.

23. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

n/a

b) Auto-assurance

n/a

c) Poursuites

Au 31 décembre 2005, une seule poursuite est en cours contre la Municipalité de Lac-Beauport. Une requête a été instituée par Corporation Cape Investissement dans le cadre de la construction d'un bâtiment d'entreposage. La municipalité négocie avec le requérant.

d) Autres (préciser)

n/a

24. Autres notes

Emprunt temporaire:

La municipalité a contracté un emprunt temporaire autorisé jusqu'à un maximum de 1,5 millions de dollars portant un intérêt au taux de 5%. Ces sommes sont remboursables en tout temps. Au 31 décembre 2005, le montant de la marge de crédit était à 0\$

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

		2005				Total	2004
		Activités financières		Activités d'investissement			
Rémunération							
Élus	1	69 462			43	69 462	76 798
Employés	2	1 573 950	27		44	1 573 950	1 422 324
Cotisations de l'employeur							
Élus	3	10 734			45	10 734	13 400
Employés	4	283 198	28		46	283 198	245 917
Transport et communication							
	5	147 065	29		47	147 065	136 041
Services professionnels, techniques et autres							
Honoraires professionnels	6	363 486	30		48	363 486	249 549
Services techniques	7	2 193 996	31		49	2 193 996	2 114 869
Autres	8	87 323	32		50	87 323	105 588
Location, entretien et réparation							
Location	9	33 406	33		51	33 406	45 693
Entretien et réparation	10	550 521			52	550 521	647 367
Biens durables							
Travaux de construction	11		34	1 370 585	53	1 370 585	1 903 019
Achats de biens	12		35	411 224	54	411 224	35 616
Biens non durables							
Fournitures de services publics	13	126 081			55	126 081	109 311
Autres biens non durables	14	193 980			56	193 980	187 043
Frais de financement							
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge							
De l'organisme municipal	15	399 205			57	399 205	402 810
D'autres organismes municipaux	16				58		
Des gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	17	6 900			59	6 900	7 471
D'autres tiers	18				60		
Autres frais de financement	19	1 275	36		61	1 275	15 041
Contributions à des organismes							
Organismes municipaux							
Répartition des dépenses	20	370 062			62	370 062	273 645
Autres	21	8 573	37		63	8 573	8 508
Organismes gouvernementaux	22	8 848	38		64	8 848	11 330
Autres organismes	23	30 781	39		65	30 781	29 536
Autres objets							
Créances douteuses ou irrécouvrables	24	4 428	40		66	4 428	12 092
Autres	25	77 511	41		67	77 511	74 076
	26	6 540 785	42	1 781 809	68	8 322 594	8 127 044

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

Émission		Solde				
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2005	2004
MONNAIE CANADIENNE						
2001-08-05	Biblio. & salle communautaire	51 216	5,55	2006	36 316	38 616
2001-09-10	AQUEDUC	109 760	5,76	2006	76 500	81 300
2002-03-10	CAMION CITERNE	210 000	5,94	2007	119 200	133 200
1997-07-07	BATIMENT AQUEDUC	48 000	5,47	2007	35 204	37 240
2002-11-17	PLANS RESEAU AQUEDUC	163 400	4,19	2007	66 400	81 000
2002-11-17	TRAVAUX PUBLICS MAJEURS	2 000 000	4,19	2007	1 809 200	1 875 900
2002-11-17	HONORAIRES BARRAGES	20 000	4,19	2007	8 600	12 600
2002-11-17	INSTRUMENTS AQUEDUC	21 500	4,19	2007	9 200	13 500
2002-11-17	EQUIPEMENT INFORMATIQUE	127 200	4,19	2007	54 600	80 000
1998-08-10	ECLAIRAGE SOCCER	27 000	4,50	2008	9 800	12 700
1999-07-08	TENNIS	25 500	3,83	2009	12 000	14 700
1999-08-18	RESEAU AQUEDUC	889 000	3,83	2009	617 600	673 700
1999-09-21	RESEAU AQUEDUC	889 000	3,83	2009	617 600	673 700
1999-10-18	BIBLIO & SALLE COMM.	589 000	3,83	2009	411 100	448 400
1999-11-22	RESEAU AQUEDUC	441 500	4,14	2009	310 000	337 500
1999-11-22	MONTAGNARD	26 274	4,14	2009	16 600	18 180
1999-11-22	GENERATRICE	32 941	4,14	2009	23 100	25 100
1999-12-22	DIVERS	204 635	4,14	2009	129 700	139 700
2000-06-22	BARRIERES & REMORQUES	22 200	3,85	2010	13 000	15 100
2000-11-17	CAMION INCENDIE	220 000	3,85	2010	168 200	179 900
2000-12-28	AQUEDUC	390 000	3,85	2010	298 200	318 900
2001-12-01	TERRAIN T. DENNIS	40 000	4,65	2006	8 700	17 100
2002-09-02	CAMIONS-VOIRIE	46 735	5,35	2007	35 335	39 335
2003-04-05	CÂBLES SANITAIRES	61 363	4,36	2008	57 500	59 400
2003-04-05	TRAVAUX CORR. AQUEDUC	149 702	4,36	2008	140 400	145 200
2003-04-05	RÉFECTION VALLÉE	266 895	4,36	2008	250 200	258 700
2003-04-05	BÂTIMENT COMMUNAUTAIRE	218 652	4,36	2008	205 000	212 000
2003-04-05	RÉF. INTER.VALLÉE & RACC.	34 240	4,36	2008	32 100	33 200

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

Émission				Solde		
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2005	2004
MONNAIE CANADIENNE						
2003-04-05	RÉFECTION BARRAGE LAC BEAU	33 532	4,36	2008	28 000	30 800
2003-04-05	SUBVENTION BÂTIMENT COMM.	181 348	4,36	2008	151 700	166 900
2004-09-29	REP.PONTS ET MEUBLES BIBLIO	28 650	3,83	2009	26 200	28 650
2004-09-29	SOCCER SYNTHETIQUE	691 650	3,83	2009	657 100	691 650
2004-09-29	CLUB NAUTIQUE	132 200	3,83	2009	127 400	132 200
2004-12-21	SANITAIRE FENIERE/BRULE	39 740	4,14	2009	38 400	39 740
2004-12-21	SURDIMENSIONNEMENT CERVIN	18 533	4,14	2009	17 900	18 533
2004-12-21	APP. RESPIRATOIRES	30 500	4,14	2009	24 900	30 500
2004-12-21	PAVAGE LAC-BLEU	143 310	4,14	2009	138 710	143 310
2004-12-21	PAVAGE CH. DE L'EPERON	112 240	4,14	2009	108 600	112 240
2004-03-22	NOUVEAU PUIITS	452 000	3,83	2009	436 800	452 000
2004-03-22	REFECTION MAIRIE	794 998	3,83	2009	768 500	794 998
2004-03-22	ENTREPOT VOIRIE	486 005	3,83	2009	469 700	486 005
2004-03-22	RETROCAVEUSE	198 997	3,83	2009	189 000	198 997
2004-03-03	CHEMIN DU CANTON	47 562	4,39	2009	46 197	47 562
2005-12-06	EQU.INCENDIE	72 130	3,85	2010	72 130	
2005-12-06	PAVAGE SOUS-BOIS	91 057	3,85	2010	91 057	
2005-12-06	TROIS VÉHICULES	108 800	3,85	2010	108 800	
2005-12-06	RÉFECTION LAC TOURBILLON	600 000	3,85	2010	600 000	
2005-12-06	RÉFECTION DE PONTS	19 000	3,85	2010	19 000	
2005-12-06	RÉTROCAVEUSE	11 357	3,85	2010	11 357	
2005-12-06	OUTILLAGE AQUEDUC	2 500	3,85	2010	2 500	
2005-12-06	SANITAIRE LA FENIERE	59 046	3,85	2010	59 046	
2005-12-06	SANITAIRE GODENDARD	33 410	3,85	2010	33 410	
2005-12-06	BACS ROULANTS	165 300	3,85	2010	165 300	
2005-12-06	AGRAND.CLUB NAUTIQUE	180 000	3,85	2010	180 000	
1					10 143 062 4	9 349 956

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

		Émission		Solde		
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2005	2004

MONNAIES ÉTRANGÈRES

Variation - monnaies étrangères

2	5
3	10 143 062 6
	9 349 956

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)

**DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

B) AUTRES DETTES À LONG TERME

		Émission		Solde		
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2005	2004

MONNAIE CANADIENNE

1	4
---	---

MONNAIES ÉTRANGÈRES

Variation - monnaies étrangères

2	5
3	6

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 5

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005

		Secteurs		Ensemble		Total
Dette à long terme (note 15)	1	4 097 924	22	6 045 138	43	10 143 062
Déduire						
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2		23		44	
Montants à recouvrer de tiers	3		24	150 967	45	150 967
Subventions ou contributions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4		25	360 920	46	360 920
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5		26		47	
Autres (préciser)						
-	6		27		48	
-	7		28		49	
Ajouter						
Dépenses d'investissement à financer	8	44 562	29	186 743	50	231 305
Dépenses d'activités financières à financer	9		30		51	
Autres (préciser)						
-	10		31		52	
-	11		32		53	
Endettement net à long terme	12	4 142 486	33	5 719 994	54	9 862 480
Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes						
Municipalité régionale de comté	13		34	300 318	55	300 318
Communauté métropolitaine	14		35		56	
Régie intermunicipale	15		36		57	
Organisme public de transport	16		37		58	
Autres organismes municipaux	17		38		59	
Autres organismes	18		39		60	
	19		40	300 318	61	300 318
Endettement total net à long terme	20	4 142 486	41	6 020 312	62	10 162 798
Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	21		42		63	

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

TAXES	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 792 822	2 908 077
Taxes spéciales pour le service de la dette	2		2 673 306
Taxes spéciales pour les activités financières	3	1 075 508	1 115 913
Taxes spéciales pour les activités d'investissement	4		986 907
Taxes de secteur			
Taxes spéciales pour le service de la dette	5		
Taxes spéciales pour les activités financières	6		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	3 868 330	4 023 990
			3 660 213
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	238 360	232 795
Égout	11	138 120	136 937
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	423 517	412 361
Autres (préciser)			
-Déneigement	14	639 670	658 182
-Éclairage des chemins	15	15 195	15 256
-Amélioration des chemins	16	20 670	19 892
Service de la dette	17	361 090	357 263
Activités financières	18		
Activités d'investissement	19		
	20	1 836 622	1 832 686
			1 791 557
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	21		
Autres	22		
	23		
	24	5 704 952	5 856 676
			5 451 770

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	1		
Taxes d'affaires	2		
Autres taxes, compensations et tarification	3		
Compensations pour les terres publiques	4		
	5		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	6		
Cégeps et universités	7		
Écoles primaires et secondaires	8	25 500	37 817
	9	25 500	37 817
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	10	9 619	
Taxes d'affaires	11		
Autres taxes, compensations et tarification	12	710	
Biens culturels classés	13		
	14	10 329	
	15	25 500	48 146
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	16		
Taxes d'affaires	17		
Autres taxes, compensations et tarification	18		
	19		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	20		
Autres taxes, compensations et tarification	21		
	22		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	23		
Autres	24	16 890	16 884
	25	16 890	16 884
	26	42 390	65 030
		41 996	

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Évaluation	1		
Autres	2		
	3		
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
	8		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	9		
Enlèvement de la neige	10		
Autres	11		
Transport collectif	12		
Autres	13		
	14		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15		
Réseau de distribution de l'eau potable	16		
Traitement des eaux usées	17		
Réseaux d'égout	18		
Matières résiduelles	19	8 130	9 151
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22		
	23	8 130	10 309
Santé et bien-être			
Logement social	24		
Autres	25		
	26		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	27		
Rénovation urbaine	28		
Promotion et développement économique	29		
Autres	30		
	31		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	32		
Activités culturelles			
Bibliothèques	33		
Autres	34		
	35		
Réseau d'électricité	36		

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (SUITE)			
Service de la dette et autres frais de financement			
Service de la dette			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme	1		
Remboursement de la dette à long terme	2		
Autres frais de financement	3		
	4		
TOTAL DES SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX	5	8 130	9 151
			10 309
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	6	20 600	19 758
Sécurité publique	7	19 000	19 644
Transport	8	6 100	86 555
Hygiène du milieu	9	2 000	33 738
Santé et bien-être	10		
Aménagement, urbanisme et développement	11		28 109
Loisirs et culture	12	228 750	238 397
Réseau d'électricité	13		
Autres	14		
	15	276 450	426 201
			352 853
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
Licences et permis	16	69 200	92 742
Droits de mutation immobilière	17	205 000	401 301
Autres	18		
Amendes et pénalités	19	50 000	47 347
Intérêts	20	55 000	70 925
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux	21		
Autres actifs	22		117 340
Contributions des promoteurs	23		34 706
Transport en commun			
Contributions des usagers			
Transport régulier	24		
Transport adapté	25		
Transport scolaire	26		
Autres	27		
Contributions des automobilistes	28		
Autres	29		
	30	379 200	612 315
			641 068
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	31	663 780	1 047 667
			1 004 230

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

TRANSFERTS	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Regroupement municipal (PAFREM)	1		
Compensation pour TGE - FSFAL	2	14 862	14 862
Péréquation	3		
Villes-centres	4		
Réorganisation municipale	5		
Neutralité	6		
Diversification des revenus	7	36 800	46 762
Programme d'aide financière aux MRC	8		
Autres	9		
Autres transferts inconditionnels	10		(26 492)
	11	51 662	35 132
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale	12		(5 904)
Sécurité publique			
Police	13	143 500	149 562
Sécurité incendie	14		
Sécurité civile	15		
Autres	16		28 400
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	17		75 000
Enlèvement de la neige	18		
Autres	19		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	20		
Transport adapté	21		
Transport scolaire	22		
Autres	23		
Transport aérien	24		
Transport par eau	25	100 000	
Autres	26		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27		
Réseau de distribution de l'eau potable	28		
Traitement des eaux usées	29		
Réseaux d'égout	30		
Matières résiduelles	31		
Cours d'eau	32		
Protection de l'environnement	33		
Autres	34		

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

TRANSFERTS	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS CONDITIONNELS (SUITE)			
Santé et bien-être			
Logement social	1		
Autres	2		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	3		
Rénovation urbaine	4		
Promotion et développement économique	5	1 062	1 044
Autres	6		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	7	360 000	26 521
Activités culturelles			
Bibliothèques	8	27 900	29 846
Autres	9	33 900	27 668
Réseau d'électricité	10		
Autres transferts conditionnels	11		
	12	565 300	321 963
			304 469
TOTAL DES TRANSFERTS	13	616 962	382 624
			339 601

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005		2004
		Budget	Réalisations	Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	108 960	115 640	118 608
Application de la loi	2	67 000	156 094	134 259
Gestion financière et administrative	3	283 260	290 902	261 557
Greffe	4	196 780	178 110	190 569
Évaluation	5	80 000	130 145	62 759
Gestion du personnel	6		14 351	
Autres	7	85 330	87 750	125 600
	8	821 330	972 992	893 352
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	949 100	948 330	888 458
Sécurité incendie	10	228 140	217 304	188 406
Sécurité civile	11	11 850	9 955	9 434
Autres	12	35 200	34 314	30 454
	13	1 224 290	1 209 903	1 116 752
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	635 854	865 730	801 912
Enlèvement de la neige	15	666 440	651 192	667 478
Éclairage des rues	16	34 480	33 543	39 378
Circulation et stationnement	17	38 390	35 346	33 667
Transport collectif				
Transport en commun	18			
Opération du réseau	19			
Entretien des véhicules	20			
Entretien des bâtisses et des autres actifs	21			
Autres	22			
Transport aérien	23			
Transport par eau	24			
Autres	25			
	26	1 375 164	1 585 811	1 542 435
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27	131 610	128 863	121 044
Réseau de distribution de l'eau potable	28	110 060	100 000	149 690
Traitement des eaux usées	29	52 640	55 190	53 223
Réseaux d'égout	30	84 620	85 986	85 466
Matières résiduelles				
Déchets domestiques				
Cueillette et transport	31	176 010	148 340	156 249
Élimination	32	202 500	185 491	165 219
Matières secondaires				
Cueillette et transport	33	53 137	50 249	70 039
Traitement	34			
Élimination des matériaux secs	35		35 680	
Plan de gestion	36		7 303	
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38	192 845	193 157	162 589
Autres	39		29 126	
	40	1 003 422	1 019 385	963 519

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005		2004
		Budget	Réalisations	Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Inspection des aliments	1			
Logement social	2			
Autres	3			
	4			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	5	301 790	327 105	241 006
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	6	7 870	7 858	6 889
Autres biens	7			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	8	47 560	47 555	39 629
Tourisme	9	93 330	93 481	85 841
Autres	10			
Autres	11			
	12	450 550	475 999	373 365
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	13	61 460	75 666	87 283
Patinoires intérieures et extérieures	14	46 840	70 085	65 151
Piscines, plages et ports de plaisance	15	121 200	125 031	134 969
Parcs et terrains de jeux	16	160 200	148 229	150 355
Parcs régionaux - gestion et exploitation	17			
Expositions et foires	18			
Autres	19	152 170	170 029	153 008
	20	541 870	589 040	590 766
Activités culturelles				
Centres communautaires	21			
Bibliothèques	22	69 020	77 993	92 477
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	23			
Autres ressources du patrimoine	24			
Autres	25	213 230	202 282	190 421
	26	282 250	280 275	282 898
	27	824 120	869 315	873 664
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	28			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	29	422 668	406 105	410 281
Autres frais	30			
Autres frais de financement	31	10 000	1 275	15 041
	32	432 668	407 380	425 322

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Dépenses de fonctionnement	Frais de financement	Amortissement		Subventions de fonctionnement et (gouvernements et leurs entreprises) -	Services rendus ¹	Gain (perte) sur dispositions	Coût des services municipaux
			+	+				
DÉPENSES								
Administration générale								
Évaluation	130 145 24	47	70	93	116	139	162	130 145
Autres	842 847 25	38 362 48	85 132 71	1 866 94	117	19 758 140	163	944 717
	972 992 26	38 362 49	85 132 72	1 866 95	118	19 758 141	164	1 074 862
Sécurité publique								
Police	948 330 27	50	73	96	119	142	165	820 730
Sécurité incendie	217 304 28	51	74	97	120	143	166	279 001
Sécurité civile	9 955 29	52	75	98	121	144	167	9 955
Autres	34 314 30	53	76	99	122	145	168	(50 963)
	1 209 903 31	21 301 54	40 396 77	100	193 233 123	19 644 146	169	1 058 723
Transport								
Réseau routier								
Voie municipale	865 730 32	144 626 55	356 037 78	15 170 101	124	86 555 147	170	1 264 668
Enlèvement de la neige	651 192 33	56	79	102	125	148	171	651 192
Autres	68 889 34	57	80	103	126	149	172	68 889
Transport collectif								
Autres	35 36	58	81	104	127	150	173	7 850
	7 850 82	59	82	105	128	151	174	
	1 585 811 37	144 626 60	363 887 83	15 170 106	129	86 555 152	175	1 992 599
Hygiène du milieu								
Eau et égout								
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	128 863 38	17 028 61	5 163 84	107	130	153	176	151 054
Réseau de distribution de l'eau potable	100 000 39	102 971 62	101 106 85	19 653 108	131	876 154	177	283 548
Traitement des eaux usées	55 190 40	63	86	109	132	155	178	55 190
Réseaux d'égout	85 986 41	64	87	110	133	156	179	163 133
Matières résiduelles	427 063 42	65	88	111	134	35 860 157	180	392 970
Cours d'eau		66	89	112	135	158	181	
Protection de l'environnement	193 157 44	67	90	113	136	6 153 159	182	187 004
Autres	29 126 45	68	91	114	137	160	183	29 126
	1 019 385 46	128 731 69	201 185 92	44 387 115	138	42 889 161	184	1 262 025

1. Les revenus des services rendus aux organismes municipaux et les revenus des autres services rendus. Le service de la dette et les autres frais de financement recouverts des organismes municipaux doivent être répartis par fonctions et par activités (à l'exception du remboursement de la dette à long terme).

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Amortissement

	Dépenses de fonctionnement	Frais de financement	Amortissement			Services rendus ¹	Gain (perte) sur dispositions	Coût des services municipaux								
			+	+	-											
DÉPENSES																
Santé et bien-être																
Logement social	15	29	42	55	68	81	94									
Autres	16	30	43	56	69	82	95									
3	17	31	44	57	70	83	96									
Aménagement, urbanisme et développement																
Aménagement, urbanisme et zonage	4	327 105	18	45	58	71	84	302 347								
Rénovation urbaine	5	7 858	19	46	59	72	85	7 858								
Promotion et développement économique	6	141 036	20	47	60	73	86	141 036								
Autres	7	21	35	48	61	74	87	(4 413)								
8	475 999	22	36	49	62	75	88	446 828								
Loisirs et culture																
Activités récréatives	9	589 040	23	34 791	37	98 008	50	6 721	63	8 947	76	233 749	89	(25 262)	102	497 684
Activités culturelles	10	77 993	24	23 669	38	18 629	51	2 187	64	77	4 648	90	103	113 456		
Autres	11	202 282	25	15 900	39	52	65	78	91	104	218 182					
12	869 315	26	74 360	40	116 637	53	8 908	66	8 947	79	238 397	92	(25 262)	105	829 322	
Réseau d'électricité	13	27	41	54	67	80	93	106								
Frais de financement	14	407 380	28	(407 380)												

1. Les revenus des services rendus aux organismes municipaux et les revenus des autres services rendus. Le service de la dette et les autres frais de financement recouverts des organismes municipaux doivent être répartis par fonctions et par activités (à l'exception du remboursement de la dette à long terme).

**ANALYSE DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DES ORGANISMES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005		2004
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Évaluation	1	75 000	124 633	52 686
Autres	2		15 469	11 003
Sécurité publique				
Police	3			
Sécurité incendie	4			
Sécurité civile	5	9 400	9 386	9 063
Autres	6			
Transport				
Réseau routier	7			
Transport collectif				
Transport en commun	8			
Transport aérien	9			
Transport par eau	10			
Autres	11			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			
Réseau de distribution de l'eau potable	13			
Traitement des eaux usées	14	52 640	55 190	53 223
Réseaux d'égout	15			
Matières résiduelles	16	1 350	7 303	3 376
Cours d'eau	17			
Protection de l'environnement	18			
Autres	19			
Santé et bien-être				
Logement social	20			
Autres	21			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	22	74 850	74 842	24 194
Rénovation urbaine	23			
Promotion et développement économique	24	47 560	47 555	39 629
Autres	25	33 270	35 684	80 471
Loisirs et culture				
Activités récréatives	26			
Activités culturelles				
Bibliothèques	27			
Autres	28			
Réseau d'électricité				
	29			
	30	294 070	370 062	273 645

**ANALYSE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement	7 () () ()		
	8		
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie	9		
Taxe sur le revenu brut	10		
Frais d'exploitation	11		
Autres frais	12		
Frais de financement	13		
Dépenses avant imputation	14		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	15 () () ()		
	16		
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme			
Remboursement de capital	17		
Virement du Fonds d'amortissement	18 () () ()		
Virement au Fonds d'amortissement	19		
	20		
Autres transferts aux activités d'investissement	21		
	22		
	23		
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations			
	24		
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté	25		
Surplus accumulé affecté	26		
Réserves financières et fonds réservés			
Virement de	27		
Virement à	28 () () ()		
	29		
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières			
	30		
Financement à long terme des activités financières	31		
Surplus (déficit) de l'exercice			
	32		

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		Budget	Réalisations
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Usines et bassins d'épuration	1		
Conduites d'égout	2		92 456
Conduites d'aqueduc	3		
Usines de traitement de l'eau potable	4	10 000	7 483
Parcs et terrains de jeux	5	13 300	5 126
Sites d'enfouissement et incinérateurs	6		
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	1 078 738	890 893
Ponts, tunnels et viaducs	8		6 132
Terrains de stationnement	9		
Système d'éclairage des rues	10		
Autres infrastructures	11	12 000	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	460 000	357 789
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Véhicules - autres	17	99 000	113 493
Ameublement et équipement de bureau	18	39 500	37 847
Machinerie, outillage et équipement divers			
Abribus	19		
Autres	20	187 500	270 590
Terrains			
Autres	22		
	23	1 900 038	1 781 809

AUTRES INVESTISSEMENTS

Propriétés destinées à la revente	24		
Créances à long terme	25		
Placements à long terme	26		
Autres	27		
	28		
	29	1 900 038	1 781 809

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Police	30		
Sécurité incendie	31	24 500	53 190
Autres	32		11 548
	33	24 500	64 738

AUTRES RENSEIGNEMENTS

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Employés et élus	Effectifs personnes/ année	Semaine normale de travail (heures)	Rémunération	Cotisations de l'employeur	TOTAL				
Cadres et contremaîtres	5,00	11	35	17	27	332 118	72 136	37	404 254
Professionnels et cols blancs	14,00	12	35	18	28	564 547	116 655	38	681 202
Cols bleus	71,00	13	35	19	29	536 554	84 379	39	620 933
Policiers		14		20	30			40	
Pompiers		15		21	31			41	
Pompiers volontaires	26,00	6		22	32	140 731	10 028	42	150 759
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)		16		23	33			43	
Élus	116,00	8		24	34	1 573 950	283 198	44	1 857 148
	7,00	9		25	35	69 462	10 734	45	80 196
	123,00	10		26	36	1 643 412	293 932	46	1 937 344

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

		Valeur au 1^{er} janvier 2005
ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES		
Terrains vagues imposables		
Terrains vagues desservis	1	3 979 350
Terrains vagues non desservis	2	11 561 800
Terrains vagues non imposables		
Terrains vagues desservis	3	
Terrains vagues non desservis	4	642 600
TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES	5	16 183 750

		Valeur au 1^{er} janvier 2005
SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE		
Valeur locative des établissements d'entreprises inscrits au rôle et où s'exerce une activité mentionnée à l'article 232 LFM		
Établissements d'entreprises imposables	6	
Établissements d'entreprises non imposables en vertu de l'article 236 LFM ¹		
Visés par le 1 ^{er} alinéa de l'article 255 LFM	7	
Organismes internationaux visés à l'article 210 LFM	8	
Autres	9	
Valeur locative des établissements d'entreprises inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune activité mentionnée à l'article 232 LFM (locaux vacants)	10	
TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE	11	

		Facteur comparatif
Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	12	

POPULATION

Population permanente	13	6 010
Population saisonnière	14	

1. Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1), ci-après citée LFM.

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 6 <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 8 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	<input type="text"/> <input type="text"/> 2 , <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 8 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	<input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 9 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 8 \$

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	7	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	8	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	9	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	10	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	11	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	12	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

Taxes spéciales pour les activités financières (taux unique)	13	<input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 \$
Taxes spéciales pour les activités financières (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	14	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	15	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	16	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	17	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	18	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	19	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	20	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	21	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	22	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	23	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	24	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**Par unité de logement**

(Montant fixe)

Eau	1	<input type="text" value="4"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="2"/>	,	<input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="1"/>	,	<input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	,	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	,	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Déchets domestiques	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="5"/>	,	<input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
					% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	,	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	%

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
DENEIGEMENT GÉNÉRAL	220,0000	4	
DÉNEIGEMENT ÉPERON	45,0000	4	
DETTE AQUEDUC - COMMERCE		4	245\$ À 8 146\$
ENTRETIEN AQUEDUC - COMMERCE		4	56\$ À 7 577\$
ENTRETIEN - SANITAIRE COMMERCE		4	51\$ À 5 317\$
-RÈGL. 99-0400-06 SANIT.OREE CHAUM	999,0000	4	
-RÈGL. 454 -MONTAGNARD	235,0000	4	
-RÈGL. 2-110 VALLÉE, BASSIN, RACCOU	468,0000	4	
- RÈGL. 2-100 HON. BARRAGE	30,0000	4	
-RÈGL. 3-120 CANTON -A-	215,0000	4	
-RÈGL. 3-120 CANTON -B-	270,0000	4	
-RÈGL. 2-111 RÉFECTION BARRAGE	45,0000	4	
- RÈGL.4- PAVAGE LAC BLEU	160,0000	4	
-RÈGL. 4- PAVAGE ÉPERON	350,0000	4	
-RÈGL. 5- SANI.AQU.FENIÈRE BRULÉ	130,0000	4	260\$ SI DEUX SERVICES
MATIÈRES RÉSIDUELLES COMMERCE		4	310\$ À 4 017\$
ÉCLAIRAGE LES FOUGEROLES	29,0000	4	
ÉCLAIRAGE GODENDARD	104,0000	4	
ÉCLAIRAGE LE DOME	100,0000	4	
DETTE RÉSEAU SANITAIRE	0,0046	1	
ÉCLAIRAGE LES MÉLÈZES	57,0000	4	
MATIÈRES RÉSIDUELLES VILLÉGIATURE	97,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du Code municipal du Québec, nous avons procédé à une vérification dont le but est de déterminer la validité du taux global de taxation de la Municipalité de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, selon les règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la Municipalité. Notre responsabilité de vérificateur consiste à exprimer une opinion sur la détermination du taux global de taxation en conformité de la loi et des règlements.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir une assurance raisonnable de fiabilité quant au respect, par la Municipalité, des dispositions légales et réglementaires mentionnés ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des données nécessaires au calcul du taux global de taxation. Elle comprend également, le cas échéant, une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation de la Municipalité de Lac-Beauport pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 est établi, à tous les égards importants, conformément à la loi et aux règlements précités.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE RAYMOND, CHABOT, GRANT, THORNTON

LIEU QUÉBEC DATE 2006-03-03

SIGNATURE _____

Dernière modification : 2006-03-27 16:29:17

Réservé au ministère

90 764	5 638 711	1,471	215 680
--------	-----------	-------	---------

**CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Total des revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	5 856 676
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	2	
Déduire		
a) Crédits en vertu de l'article 542.1 LCV ¹ , de l'article 1008 CMQ ² , d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c.S-8)	3	
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM ³	4	
c) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
d) Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
e) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
f) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières ⁴	8	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres) ³	9	
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus ³	10	
Catégorie des immeubles non résidentiels ³	11	
Catégorie des immeubles industriels ³	12	
Catégorie des terrains vagues desservis ³	13	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	14	
g) Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'exercice courant	15	16
Total des revenus de taxes	17	5 856 676

1. Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), citée LCV.

2. Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), cité CMQ.

3. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés.

4. Régime d'impôt foncier **sans** taux variés.

TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

REVENUS ADMISSIBLES

Total des revenus de taxes	1	5 856 676
 Ajouter		
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'exercice courant	2	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière (montant relatif aux taxes foncières)	3	
Total partiel	4	5 856 676
 Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹		
Taxes imposées en 2005 et non reconnues en vertu de la réglementation	5	
Taxes d'un exercice antérieur reconnues en 2005	6	
Taxes d'affaires	7	
Taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM	8	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	9	
Compensation pour services municipaux imposée au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM	10	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base ou du taux moyen ²	11	217 965
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	12	217 965
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	14	5 638 711

1. Articles 4 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes.

2. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés seulement.

**ANALYSE DES TAXES À RECEVOIR
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

		Taxes à recevoir		Provision pour créances douteuses		Taxes à recevoir nettes
Exercice 2005	1	366 083	2		3	366 083
Exercice 2004	4	33 123	5		6	33 123
Exercice 2003	7	3 430	8		9	3 430
Exercices antérieurs	10		11		12	
	13	402 636	14		15	402 636

**ANALYSE DU SERVICE DE LA DETTE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		Remboursement de la dette à long terme		Intérêts et autres		Total
Service de la dette						
À la charge						
De l'organisme municipal	16	534 294	17	399 205	18	933 499
D'autres organismes municipaux	19		20		21	
Des gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	22	15 200	23	6 900	24	22 100
D'autres tiers	25		26		27	
	28	549 494	29	406 105	30	955 599

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°
	502 (3-116)	2-106 Ref2M	2-109 Informa	3-117 Ponts	3-127 Retrocaveu	4-135 PAV.BLEU
	500 000	2 025 000		24 650	206 497	143 300
SOURCES DE FINANCEMENT						
Financement au 1 ^{er} janvier 2005	500 000					
Redressement aux exercices antérieurs						
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant						
Des contribuables ou municipalités membres						
3 Taxes générales spéciales						
4 Taxes de secteur spéciales						
Répartitions aux municipalités membres						
5 Ensemble des municipalités						
6 Certaines municipalités						
7 Autres						
De tiers						
8 Contributions des promoteurs						
9 Transferts conditionnels			3 521			
10 Autres						
Autres transferts des activités financières		141				
Autres sources						
12 Surplus accumulé non affecté						
13 Surplus accumulé affecté						
14 Réserves financières et fonds réservés						
Emprunts à long terme à la charge						
15 Des contribuables ou municipalités membres				19 000	11 357	
16 De tiers						
Total		141	3 521	19 000	11 357	
Financement au 31 décembre 2005 (A)	500 000	2 025 141	3 521	43 650	217 854	143 300
DÉPENSES						
19 Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005	468 456	1 969 867	35 354	29 112	205 661	125 375
20 Redressement aux exercices antérieurs						
21 Dépenses de l'exercice	7 483	55 274	27 121		4 693	
Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	475 939	2 025 141	62 475	29 112	210 354	125 375
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	24 061		(58 954)	14 538	7 500	17 925
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice						
24 Règlements d'emprunt						17 925
25 Autres						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
26 Financement non utilisé	24 061			14 538	7 500	
27 Dépenses à financer			58 954			
DÉPENSES AUTORISÉES	500 000	2 000 000	95 400	43 650	222 050	
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer						
29 Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	C	F	C	C	C	F

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°
	01-010005 AQUED	4-134 APP.RESPI	4-141bacsBleus	5-144SaniGodend	5-143SaniFenier	Tract.JohnDeer	
	21 500	30 500					
SOURCES DE FINANCEMENT							
Financement au 1 ^{er} janvier 2005	1						
Redressement aux exercices antérieurs	2						
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE							
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant							
Des contribuables ou municipalités membres							
Taxes générales spéciales	3						
Taxes de secteur spéciales	4						
Répartitions aux municipalités membres	5						
Ensemble des municipalités	6						
Certaines municipalités	7						
Autres							
De tiers							
Contributions des promoteurs	8						
Transferts conditionnels	9						
Autres	10						
Autres transferts des activités financières	11					37 136	
Autres sources							
Surplus accumulé non affecté	12						
Surplus accumulé affecté	13						
Réserves financières et fonds réservés	14						
Emprunts à long terme à la charge							
Des contribuables ou municipalités membres	15		165 300	33 410	59 046		
De tiers	16						
Total	17	2 500	165 300	33 410	59 046	37 136	
Financement au 31 décembre 2005 (A)	18	24 000	165 300	33 410	59 046	37 136	
DÉPENSES							
Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005	19	23 019					
Redressement aux exercices antérieurs	20						
Dépenses de l'exercice	21	28 894	155 000	33 410	59 046	37 136	
Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	22	23 019	155 000	33 410	59 046	37 136	
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	23	981	10 300				
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice							
Règlements d'emprunt	24		10 300				
Autres	25						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS							
Financement non utilisé	26	981					
Dépenses à financer	27						
DÉPENSES AUTORISÉES	28	24 000	165 300	44 350	92 000		
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	29						
		C	F	F	F	F	F

↳ Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer
 ↳ Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°
	Out.Equip.Lois.	5-149ClubNautiq	5-142Camions	5-147Tourbillon	FPT.Jdivers	5-146Sous-Bois
SOURCES DE FINANCEMENT						
Financement au 1 ^{er} janvier 2005	1					
Redressement aux exercices antérieurs	2					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant						
Des contribuables ou municipalités membres						
Taxes générales spéciales	3					
Taxes de secteur spéciales	4					
Répartitions aux municipalités membres	5					
Ensemble des municipalités	6					
Autres	7					
De tiers						
Contributions des promoteurs	8					
Transferts conditionnels	9		100 000			
Autres	10					
Autres transferts des activités financières	11	2 587				
Autres sources						
Surplus accumulé non affecté	12					
Surplus accumulé affecté	13					
Réserves financières et fonds réservés	14	50 000			5 126	
Emprunts à long terme à la charge						
Des contribuables ou municipalités membres	15	180 000	108 800	600 000		91 057
De tiers	16					
Total	17	2 587	108 800	700 000	5 126	91 057
Financement au 31 décembre 2005 (A)	18	2 587	108 800	700 000	5 126	91 057
DÉPENSES						
Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005	19					
Redressement aux exercices antérieurs	20					
Dépenses de l'exercice	21	2 587	108 800	741 540	5 126	94 079
Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	22	2 587	108 800	741 540	5 126	94 079
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	23			(41 540)		(3 022)
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice	24					
Règlements d'emprunt	25					
Autres	25					
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
Financement non utilisé	26					
Dépenses à financer	27	127 789		41 540		3 022
DÉPENSES AUTORISÉES	28	640 920	108 800	861 700		98 175
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	29					
		F	F	C	F	C

4) Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer

5) Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N° Embarc.Incendie	Projet N° 5-145Loisirs	Projet N° 5-145GardeFous	Projet N° Photocop.Meuble	Projet N° 5-145-Incendie	Projet N° RESURFACEUSE
SOURCES DE FINANCEMENT						
Financement au 1 ^{er} janvier 2005	1					
Redressement aux exercices antérieurs	2					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant						
Des contribuables ou municipalités membres						
Taxes générales spéciales	3					
Taxes de secteur spéciales	4					
Répartitions aux municipalités membres	5					
Ensemble des municipalités	6					
Certaines municipalités	7					
Autres						
De tiers						
Contributions des promoteurs	8					
Transferts conditionnels	9					
Autres	10					
Autres transferts des activités financières	11	11 549		13 720		2 300
Autres sources						
Surplus accumulé non affecté	12					
Surplus accumulé affecté	13					
Réserves financières et fonds réservés	14					
Emprunts à long terme à la charge						
Des contribuables ou municipalités membres	15	5 630	42 000		24 500	
De tiers	16					
Total	17	11 549	42 000	13 720	24 500	2 300
Financement au 31 décembre 2005 (A)	18	11 549	42 000	13 720	24 500	2 300
DÉPENSES						
Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005	19					
Redressement aux exercices antérieurs	20					
Dépenses de l'exercice	21	5 630	6 132	13 720	24 500	2 300
Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	22	11 549	6 132	13 720	24 500	2 300
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	23		35 868			
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice	24					
Règlements d'emprunt	25					
Autres						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
Financement non utilisé	26		35 868			
Dépenses à financer	27					
DÉPENSES AUTORISÉES	28	5 630	55 100		24 500	
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	29					
F	F	F	C	F	F	F

↳ Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N° 01-0100-01Diver	Projet N° 01-0100-05	Projet N° 3-120 Canton	Projet N° 2-109 infor.1
SOURCES DE FINANCEMENT				
Financement au 1 ^{er} janvier 2005	160			127 200
Redressement aux exercices antérieurs		84	1 338	
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE				
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant				
Des contribuables ou municipalités membres				
3 Taxes générales spéciales				
4 Taxes de secteur spéciales				
Répartitions aux municipalités membres				
5 Ensemble des municipalités				
6 Certaines municipalités				
7 Autres				
De tiers				
8 Contributions des promoteurs				
9 Transferts conditionnels				
10 Autres				
Autres transferts des activités financières				
11				
Autres sources				
12 Surplus accumulé non affecté				
13 Surplus accumulé affecté				
14 Réserves financières et fonds réservés				
Emprunts à long terme à la charge				
15 Des contribuables ou municipalités membres				
16 De tiers				
17				
Total	160	84	1 338	127 200
Financement au 31 décembre 2005 (A)				
DÉPENSES				
19 Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005				127 200
20 Redressement aux exercices antérieurs				
21 Dépenses de l'exercice				
Dépenses au 31 décembre 2005 (B)				127 200
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	160	84	1 338	
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice				
24 Règlements d'emprunt				
25 Autres				
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS				
26 Financement non utilisé				
27 Dépenses à financer				
DÉPENSES AUTORISÉES				127 200
28				
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer				
29	F	F	F	F

Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé

ANALYSE DES PROJETS EN COURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

	Total	Projets fermés	Projets en cours
SOURCES DE FINANCEMENT			
1 Financement au 1 ^{er} janvier 2005	3 078 647	2 295 500	783 147
2 Redressement aux exercices antérieurs	1 582	1 582	
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant			
Des contribuables ou municipalités membres			
3 Taxes générales spéciales			58
4 Taxes de secteur spéciales			59
Répartitions aux municipalités membres			
5 Ensemble des municipalités			60
6 Certaines municipalités			61
7 Autres			62
De tiers			
8 Contributions des promoteurs			63
9 Transferts conditionnels	103 521		103 521
10 Autres			65
11 Autres transferts des activités financières	67 433	67 433	66
Autres sources			
12 Surplus accumulé non affecté			67
13 Surplus accumulé affecté			68
14 Réserves financières et fonds réservés	55 126	5 126	50 000
Emprunts à long terme à la charge			
15 Des contribuables ou municipalités membres	1 342 600	396 686	945 914
16 De tiers			71
17 Total	1 568 680	469 245	1 099 435
18 Financement au 31 décembre 2005 (A)	4 648 909	2 766 327	1 882 582
DÉPENSES			
19 Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005	2 984 044	2 222 442	761 602
20 Redressement aux exercices antérieurs			
21 Dépenses de l'exercice	1 781 809	514 078	1 267 731
22 Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	4 765 853	2 736 520	2 029 333
23 ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	(116 944)	29 807	(146 751)
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice			
24 Règlements d'emprunt	28 225	28 225	
25 Autres			
26 FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS	84 554		84 554
27 Financement non utilisé	231 305		231 305
28 Dépenses à financer	5 108 775	2 567 780	2 540 995
29 DÉPENSES AUTORISÉES			
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer			
29	360 920		360 920

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Règlement N° 4-135	Règlement N° 4-141	Règlement N° 3-120	Règlement N° 01-0100-05OutAq	Règlement N° 01-0100-01Diver
SOLDES DISPONIBLES					
AU 1 ^{ER} JANVIER 2005					
Redressement aux exercices antérieurs			1 338	84	160
Ajouter					
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à des					
Activités d'investissement	17 925	10 300			
Activités financières					
Total partiel	17 925	10 300	1 338	84	160
Déduire					
Utilisation de l'exercice					
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
Autres frais de financement					
Remboursement de la dette à long terme					
Réduction de l'emprunt					
Autres fins spécifiées dans un règlement					
Activités d'investissement					
Activités financières					
Virement au surplus (déficit) accumulé					
Total partiel					
SOLDES DISPONIBLES					
AU 31 DÉCEMBRE 2005	17 925	10 300	1 338	84	160
Montant réservé pour le service de la dette					
Montant non réservé	17 925	10 300	1 338	84	160
SOLDES DISPONIBLES					
AU 31 DÉCEMBRE 2005	17 925	10 300	1 338	84	160

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Total
SOLDES DISPONIBLES AU 1 ^{ER} JANVIER 2005	<u>18</u>
Redressement aux exercices antérieurs	<u>19</u> 1 582
Ajouter	
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à des Activités d'investissement	<u>20</u> 28 225
Activités financières	<u>21</u>
Total partiel	<u>22</u> 29 807
Déduire	
Utilisation de l'exercice	
Frais de financement	
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme	<u>23</u>
Autres frais de financement	<u>24</u>
Remboursement de la dette à long terme	<u>25</u>
Réduction de l'emprunt	<u>26</u>
Autres fins spécifiées dans un règlement	
Activités d'investissement	<u>27</u>
Activités financières	<u>28</u>
Virement au surplus (déficit) accumulé	<u>29</u>
Total partiel	<u>30</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2005	<u>31</u> 29 807
Montant réservé pour le service de la dette	<u>32</u>
Montant non réservé	<u>33</u> 29 807
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2005	<u>34</u> 29 807

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dette à long terme		Subventions (des gouvernements et leurs entreprises)				Montant à recevoir au 31 décembre
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actualisation	Versement annuel	
a) Annuité (capital et intérêts)							
							1
b) Autre mode (capital seulement) Min. Aff. Mun. et des Régions							150 967
							2 150 967
							3 TOTAL 150 967

**EMPRUNTS À LONG TERME APPROUVÉS ET NON CONTRACTÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

Emprunts à long terme				Subventions ou contributions applicables à la partie d'emprunt non contractée	
Règlement N°	Année d'approbation	Emprunt total approuvé	Partie non contractée au 31 décembre	Provenance	Valeur au 31 décembre
2-109	2002	222 600	95 400		
3-127	2003	222 050	11 696		
4-129	2004	138 000	5 800		
4-139	2004	13 300	13 300		
5-143	2005	92 000	32 954		
5-144	2005	44 350	10 940		
5-145	2005	85 980	13 850		
5-146	2005	98 175	7 118		
5-147	2005	861 700	261 700	Subv. gouv. Québec: 100 000\$ FPTJ 50 000\$	150 000
5-149	2005	590 920	410 920		
	1	2 369 075 2	863 678		150 000

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

	OUI	NON	S.O.
1. Les états financiers ont-ils été préparés par le personnel de l'organisme municipal ?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
2. Au cours de l'exercice, les échéances relatives au remboursement des prêts du fonds de roulement ont-elles été respectées ?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
3. L'organisme municipal offre-t-il à ses employés actifs ou retraités ou aux élus des avantages de retraite ?	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

	OUI	NON	S.O.
4. La municipalité a-t-elle un vérificateur général ?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle versé au cours de l'exercice des subventions en vertu de l'article 542.1 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 1008 du Code municipal du Québec, d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (LRQ, c.S-8) ?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2005	5	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2005 des engagements en vertu du règlement concerné	6	_____	\$
6. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 972.2 du CMQ ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM (taux variés)	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
c) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour le rôle de la valeur locative	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
e) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>
7. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
8. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements.	29	_____	3

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

- | | OUI | NON |
|--|----------------------------|----------------------------|
| 9. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (LFM, article 195) ? | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente. | | |
| 10. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (CMQ, article 678) ? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente. | | |
| 11. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le CMQ en matière de gestion des matières résiduelles (CMQ, art. 678.0.1) ? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> |
| 12. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (CMQ, art. 10) ? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences. | | |

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 65, CHEMIN DU TOUR-DU-LAC
(no) (rue)
LAC-BEAUPORT G0A 2C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jblais@lacbeauport.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom HÉLÈNE RENAUD

Téléphone (418) 849-7141
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 849-0361
(ind. rég.) (numéro)

Courriel hrenaud@lacbeauport.net

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom RAYMOND, CHABOT, GRANT, THORNTON

Titre COMPTABLES AGRÉÉS

Adresse 140, GRANDE-ALLÉE EST, BUREAU 200
(no) (rue)
QUÉBEC G1R 5P7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 647-3151
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 647-5939
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Responsable du dossier CLAUDE GAUVIN

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATIONS DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

RENSEIGNEMENTS SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2007

(Si la municipalité a eu des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM)

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation non uniformisé de 2005	1
Facteur comparatif ¹	2
Valeur uniformisée	3	_____
Valeurs imposables correspondant au diviseur prévu au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 12 du <i>Règlement sur le régime de péréquation</i> (taux variés)	4	_____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné, HÉLÈNE RENAUD (Nom) SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2007 sont exacts.

_____ (Signature) 2006-02-22 (Date)

1. Il s'agit du facteur comparatif du rôle d'évaluation mentionné à l'article 264 LFM, tel qu'établi lors du dépôt du rôle ou au premier ou au second anniversaire de son dépôt.

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné, _____ (Nom), atteste que le rapport financier de Lac-Beauport (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, déposé lors de la séance du conseil du _____ (Date), a été transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et des Régions le _____ (Date).

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Le surplus (déficit) de l'exercice qui apparaît à la page S9 ligne 35 est de _____ 90 764 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation qui apparaît à la page S49 ligne 9 est de _____ 5 638 711 \$

Signature _____ Date _____

Téléphone _____ (Ind. rég.) (Numéro) Télécopieur _____ (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification : 2006-03-27 16:29:17

Réservé au ministère

90 764	5 638 711	1,471	215 680
--------	-----------	-------	---------

RAPPORT FINANCIER 2005 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S61 « Attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales et des Régions les versions « papier » dûment complétées et signées des documents suivants :
 1. Page des attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier (page S61)
 - Renseignements sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2007 (s'adresse aux municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 - Transmission électronique du rapport financier;
 2. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S5);
 3. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers (page S6);
 4. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page 6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 5. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation (S46);
 6. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (S46.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)

Mesure fiscale particulière

 7. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation basé sur les valeurs ajustées (S67);
 8. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation basé sur les valeurs ajustées (S67.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales et des Régions

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales et des Régions considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. Toute erreur de concordance pourrait amener le Ministère à considérer votre document non conforme. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 8 000 000

A) Surplus (déficit) de l'exercice (page S9 ligne 35)

B) Montant des revenus admissibles TGT (page S49 ligne 9)

C) Taux global de taxation (page S49 ligne 11)

D) Surplus (déficit) accumulé (page S8 ligne 24)